

## L'aide internationale

**É**VALUER globalement l'aide extérieure reçue chaque année par un pays de la zone inter-tropicale n'est pas chose facile ; les sources d'informations chiffrées sont souvent incomplètes et exprimées dans des monnaies différentes, qui évoluent selon les fluctuations des taux de change. La seule certitude tient à l'accroissement régulier des financements mis à disposition par les bailleurs de fonds.

### L'aide actuelle

---

L'aide extérieure dont bénéficie actuellement le Niger se situe dans une fourchette comprise entre 80 et 100 milliards de CFA par an. Il est difficile de comprendre cette situation sans référence au contexte économique et financier, responsable d'une diminution très forte des ressources budgétaires de l'État et de moins values fiscales et douanières.

Les causes de la récession économique sont de trois ordres :

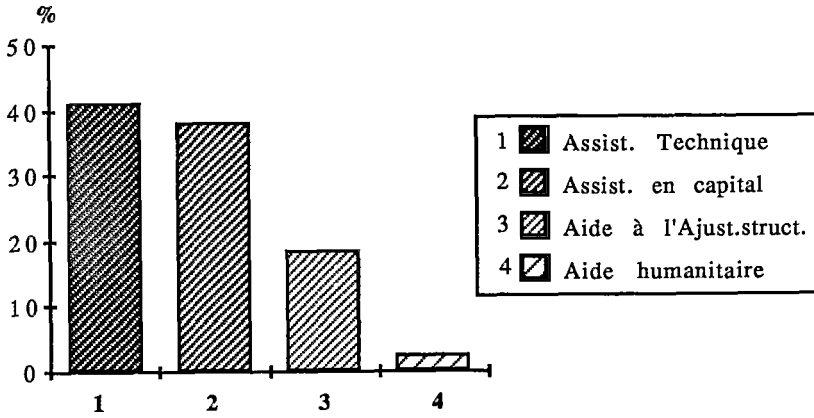
- la production agricole, dépendante de l'irrégularité climatique, ne peut faire face à l'accroissement rapide de la population ;
- si la production de l'uranium a pu voir son volume se stabiliser autour de 3 000 tonnes/an, en revanche, l'érosion des prix, liée à une évolution très défavorable du marché mondial, réduit d'année en année les recettes à l'exportation dues à ce secteur ;
- l'activité des entreprises privées est, enfin, extrêmement réduite, celles-ci étant confrontées à la concurrence du Nigeria, du secteur informel, ainsi qu'à une fiscalité peu incitative.

La tendance de l'aide est en accroissement annuel moyen de 43 % depuis 1985 ; la répartition par types d'aides fait cependant ressortir deux évolutions régressives : diminution de l'aide techni-

que, dont le rythme de croissance tombe de 47,3 % à 11,3 % entre 1986 et 1989, et de l'aide humanitaire, dans la mesure où les dernières années ont été relativement bonnes du point de vue pluviométrique (elle devrait néanmoins être plus importante en 1990, pour faire face à un nouveau déficit céréaliier de la campagne 89/90

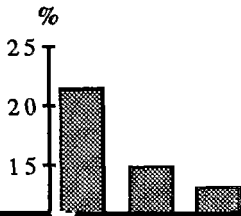
### ASSISTANCE GLOBALE PAR CATEGORIE D'AIDE EN 1987

(Source PNUD 1988)



### ASSISTANCE GLOBALE PAR BAILLEUR DE FONDS EN 1987

(Source PNUD 1988)



## Évolution historique de la dépense de l'aide

Au moment de l'indépendance, le Niger fit son entrée dans un espace commercial qui mettait fin à une période de relations privilégiées : disparition progressive des protections douanières et des avantages tarifaires qui avaient permis à des secteurs peu compétitifs de se maintenir, fin des échanges en circuits fermés ignorant la concurrence internationale.

### **1960-1972 : la rente de l'arachide**

Ressource monétaire quasi exclusive du paysan nigérien, solidement intégrée dans les systèmes de production, l'arachide a assuré l'essentiel des rentrées d'argent au budget de l'État pendant ses dix premières années d'existence ; la suppression de la subvention française au budget en 1964 en fit même la principale ressource fiscale.

Le fléchissement de la production se fit jour en 1967 (2) et un déficit pluviométrique exceptionnel porta le coup de grâce à cette culture en 1973. Ce fut le terme de la première époque de l'aide, mise en place en 1950, pendant laquelle un flux régulier de capitaux publics, assortis de conditions libérales, venait consolider, au niveau du budget de l'État, les revenus tirés de l'exportation d'un produit agricole, à un tarif préférentiel, vers l'ancienne métropole. L'impôt forfaitaire sur l'arachide fut supprimé en 1974, devant les perspectives de rentrées fiscales de l'uranium, et cette culture fut abandonnée en tant que ressource de l'État. Entre 1960 et 1970, l'aide extérieure globale avait été de 45 milliards de f. CFA, dont 13,6 milliards au titre du FAC (Fonds d'aide et de coopération) et 7,4 au titre du FED (Fonds européen de développement).

### **1972-1982 : la rente de l'uranium et l'endettement facile**

Les années soixante-dix furent la décennie de l'uranium : après la construction de la ville d'Arlit en 1969, la SOMAIR (Société des mines de l'Air) commercialisa ses premières extractions à ciel ouvert en 1971 ; la COMINAK (Compagnie des mines d'Akouta) ouvrit sa mine souterraine en 1978, et le maximum de production fut atteint en 1981 : 4 350 tonnes.

Le Niger contemporain doit beaucoup à ses gisements d'uranium (18,6 % des réserves mondiales) : création d'emplois, d'infra-

(2) 1966-1967 dernière année du prix garanti français, 311 000 t, 1967-1968 : 252 000 t, 1969 : 206 000 t.

structures de transport, de production d'énergie, développement d'un pôle d'activités et d'occupation de l'espace national au nord, mais aussi rente de revenus publics et contribution au budget de l'État (28 milliards de f. CFA en 1979-1980).

Pendant cette période, l'euphorie liée à l'uranium, la stabilité politique encouragèrent les investissements et l'endettement de l'État. La décennie soixante-dix fut celle de l'emprunt facile, autorisé par un taux de croissance encourageant ; si les difficultés furent encore nombreuses jusqu'à la grande sécheresse de 1973-1974, l'expansion fut ensuite rapide jusqu'en 1980 (8 % par an en moyenne) ; le prix de l'uranium fut multiplié par cinq et la production par quatre, mais la politique de recyclage des pétro-dollars à partir de 1973, ainsi que les concours accrus des banques commerciales, firent entrer le pays dans une spirale d'endettement ; l'appel au financement extérieur s'accrut de 560 % entre 1970 et 1980.

En 1977-1978, un retournement de conjoncture commença à modifier les perspectives économiques et la balance des paiements : hausse des taux d'intérêts et flambée du dollar induisant l'accroissement de la charge de la dette, engendrèrent une situation de crise. En 1979, la saturation du marché international, les menées anti-nucléaires et l'abondance retrouvée des hydrocarbures, firent chuter les cours de l'uranium.

Cependant, la volonté politique de l'État de maintenir le rythme des activités par effet d'entraînement des investissements publics (+ 17 % en 1979-1980) accrut l'endettement auprès des banques et des institutions financières extérieures, à des taux élevés et remboursables sur des échéances plus courtes ; de 1978 à 1982, les tirages sur emprunt extérieur passèrent de 19 à 53 milliards par an ; l'endettement extérieur progressa de 35 % pour la seule année 1982, alors que les ressources propres de l'État ne cessaient de diminuer.

### ***Depuis 1983 : la rente de l'aide extérieure***

L'amorce d'un processus de développement, malgré les handicaps, fut donc totalement compromise, à la fin des années soixante-dix, par le renversement du marché de l'uranium. Devant la gravité de la situation, le gouvernement adopta en 1983 un programme de redressement qui nécessitait le soutien de la communauté financière internationale, pour une remise en ordre des finances publiques, appuyée par une réduction des dépenses d'investissement et d'équipement, ainsi que par un contrôle étroit des emprunts extérieurs. A partir de cette date, les flux privés se tournèrent vers les États-Unis, premier emprunteur mondial, et on revint à la situation antérieure à 1970, pour ce qui concerne l'aide extérieure, à savoir la primauté de l'aide publique.

En 1974, les recettes fiscales nationales permettaient de couvrir 94 % du budget de l'État ; ce taux est tombé à 55 % en 1988 et le pays est dans la dépendance de l'aide, en attendant de dégager d'autres ressources intérieures.

Cette aide s'est matérialisée par des financements exceptionnels : 4 accords avec le FMI, de 1983 à 1987, portant sur des droits de tirage d'un montant de 47,5 millions de dollars, la mise en place de facilités d'ajustement structurel (18 millions de dollars de droit de tirage échelonnés sur 3 ans), des prêts spécifiques en faveur de la restructuration des entreprises publiques (PASEP, 60 millions de dollars). La France, qui détenait 80 % des créances réaménagées dans le cadre du Club de Paris, est intervenue en outre en accordant des aides financières substantielles : 300 millions de FF entre 1983 et 1985, sous forme de prêts bonifiés, une aide budgétaire



domaine micro-économique, avec l'objectif d'une aide directe aux populations. Dans les années soixante-dix, constatant l'échec de l'aide en capital, l'accent fut mis sur l'aide à l'éducation et à la formation ; depuis 1980 s'est imposée une autre logique : l'aide en faveur des plus défavorisés, l'autosuffisance alimentaire. A la fin de la décennie, une nouvelle politique tend à réduire le rôle de l'État et à favoriser une économie de marché, en aidant financièrement le secteur public à attendre des jours meilleurs.

Les intervenants sont actuellement de plus en plus nombreux, détenant chacun une vérité : logique de l'aide alimentaire, des ONG contre les grands projets, images inexactes d'un Sahel catastrophe présenté à travers quelques stéréotypes, maladie, pauvreté, désertification permettant une approche émotive du sujet, logique de la banque mondiale à travers l'ajustement structurel.

### ***Logiques paysannes et développement rural***

La crise profonde de l'agriculture et l'autosuffisance alimentaire restent les thèmes principaux du discours de l'aide, mais quelle est la part réelle des financements et l'impact des projets en milieu



structures gouvernementales d'études et de programmation, les cadres nationaux et les entreprises commerciales qui vendaient des intrants

Depuis quelques temps, les études systématiques préalables des logiques paysannes se multiplient ; l'idée de crise au Sahel avait fait oublier que l'aide extérieure intervient chez des populations qui ont une conception différente de l'espace et du temps, ainsi que des priorités qui leur sont propres. 95 % de la population nigérienne est confrontée à des besoins immédiats pour se nourrir. Elle doit généraliser la culture extensive, les défrichements au détriment des jachères. Le monde rural vit une situation d'incertitude renouvelée, d'une année sur l'autre, une remise en question permanente qui lie l'individu au groupe et le rend dépendant de relations traditionnelles, dans un espace vécu différent des limites administratives de l'État. Les structures traditionnelles sont des relations séculaires de sécurité, dépassées par les enjeux de l'État, et le monde rural n'adhère à la nouvelle autorité que si celle-ci présente les mêmes avantages.

L'État cherche à gérer au mieux une situation difficile, dans les limites imposées par de multiples contraintes, internes et externes ; les efforts accomplis en faveur du développement de nouvelles ressources nationales, à l'exemple du tourisme, montre ce souci.

Alors que la stratégie de l'aide est en panne, de nouveaux discours se font jour, pour une autre conception du développement, auquel on ne chercherait pas une justification économique mais qui mettrait l'accent sur le mieux être social favorisant la mutation progressive du monde rural. La création du MNSD (Mouvement national pour la société de développement), le 2 août 1989, se situe dans

## BIBLIOGRAPHIE

**L'aide extérieure**

- BOST (F.), VAUDE MULLER (C.), *Argent, Associations, Tiers-Monde*, Paris, Focal Coop., la Documentation Française, 1988, 186 p.
- FREUD (Cl.), *Quelle coopération ? un bilan de l'aide au développement*, Paris, Karthala, 1988, 270 p.
- GABAS (J.J.), *L'aide contre le développement*, Paris, Economica, Liberté sans Frontière, 1988, 168 p.
- GIRI (J.), *L'Afrique en panne : 25 ans de développement*, Paris, Karthala, 1986, 204 p.
- GIRI (J.), *Le Sahel au XXI<sup>e</sup> siècle, essai de réflexion prospective sur les sociétés sahéliennes*, Paris, Karthala, 1989, 342 p.

**L'ajustement structurel**

- L'ajustement structurel et la croissance en Afrique pendant les années 80*, New York, Banque Mondiale et PNUD, mars 1989, 43 p.
- KIARI LIMAN TINGUIRI, Niger : les réformes du premier programme d'ajustement structurel, *Le courrier ACP n° 119*, janvier-février 1990, p. 28-33.
- MAC CLEARY (W.), Prêts à l'ajustement et application des réformes, *Finances et Développement*, mars 1989, pp. 32-34.
- POCHON (J.F.), Dette chronique d'une stratégie en panne, *Marchés tropicaux et méditerranéens*, n° 2295, 3-11-1989, Paris, pp. 3092-3096.
- THOMAS (V.) et AJAY (C.), Les réformes dans le cadre de l'ajustement : un bilan, *Finances et développement*, mars 1989, pp. 28-31.

**Sources des références chiffrées**

- L'aide au développement 1984-1985, rapport d'activité*, Niamey, Mission française de Coopération, 1986, 183 p.
- L'aide publique française au Niger en 1986, Niamey, *Ambassade de France, Mission de Coopération*, 1987, 80 p.
- Aperçu de l'aide publique extérieure accordée au Niger en 1985*, Niamey, FED, 1987, 43 p.
- Coopération au développement au Niger, Rapport 1987*, Niamey, PNUD, 1988, 300 p.
- Groupement des aides privées, GAP, rapport d'activité 1987*, Niamey, 300 p.
- PONS (R.), Niger 1988, *Marchés tropicaux et méditerranéens*, n° 2243, novembre 1988, p. 3012 à 3083.